

Matière: Histoire - Rubrique: Histoire contemporaine - Chapitre: La Shoah

Thème: Bilan: la destruction du judaïsme européen

Auteur: Michel Laffitte - Classe: Terminale

Titre: Mesurer l'irréparable: le bilan de la Shoah



Observations du rédacteur

En **Terminale**, on peut revenir à deux reprises sur l'histoire et les mémoires de la Shoah, dans le **bilan du monde en 1945** et **l'histoire de France depuis 1945**. Cette question peut en outre être abordée en Education civique, autour de la notion de crime contre l'humanité et de ses récents avatars. Cette dernière question est déjà abordée dans le cours *Les procès des auteurs de crimes contre l'humanité*, tandis que la lutte pour préserver la mémoire est expliquée dans les cours intitulés *Les supports de la mémoire de la Shoah* et *L'histoire de la Shoah, un bilan (non définitif) des questions et de l'historiographie: la parole des témoins et le travail des historiens*.



Objectifs pédagogiques

-Savoir pourquoi la Shoah est à la fois une catastrophe humaine et culturelle, répondant à la définition originelle du mot "génocide".

-Comprendre en quoi la Shoah a remodelé l'espace démographique et culturel de l'Europe.

- Objectifs cognitifs:

-Connaître les grandes phases, ainsi que, sous forme de bilan, la géographie de l'extermination.

-Savoir analyser et comprendre le contexte des restitutions de biens et des réparations aux victimes et à leurs descendants.



Pré-requis de l'élève

L'élève doit connaître:

- Les grandes phases de l'extermination des Juifs entre 1941 et 1945.
- L'ampleur internationale du génocide.
- Les notions de "camp d'extermination", de "camp de concentration", de "ghetto", de "déportation" déjà définies dans les cours précédents.



Pré-requis de l'enseignant

L'enseignant doit connaître:

- Le bilan démographique et culturel de la Shoah.
- L'enjeu des réparations dans le contexte de la reconstruction de l'Europe scindée en deux blocs antagonistes, dans le cadre de la guerre froide.
- L'enjeu que représente Israël pour les survivants de la catastrophe.



Difficultés envisagées

Mesurer l'ampleur d'un génocide sans précédent et ses répercussions culturelles et intellectuelles. Cartographier la complexité de la Shoah: le dictionnaire de la Shoah présente en 2009 un cahier central montrant, en une succession de cartes le nombre proportionnel des victimes par pays, les sites de fusillades, les flux de déportation, les centres de mise à mort, les trajectoires des "marches de la mort", sans qu'une carte de synthèse n'existe à ce jour.



Bibliographie

- **PREPARATION DE COURS:**

Georges BENSOUSSAN, Jean-Marc DREYFUS, Edouard HUSSON, Joël KOTEK, *Dictionnaire de la Shoah*, Larousse, 2009, 638 p.

Raul HILBERG, *La destruction des Juifs d'Europe*, volume III, Réédition Folio, Gallimard, 2006

Annette WIEVIORKA, *Déportation et génocide. Entre la mémoire et l'oubli*, Pluriel, Hachette, 1992, 506 p.

- **POUR ALLER PLUS LOIN:**

Tal BRUTTMANN, Laurent JOLY, Annette WIEVIORKA, *Qu'est-ce qu'un déporté?: Histoire et mémoires des déportations de la Seconde Guerre mondiale*, Editions du CNRS, 2009, 415 p.

Annette WIEVIORKA, *Rapport général de synthèse. Mission Mattéoli*, La Documentation française, 2000, 205 p.



Expressions clés

JE RENVOIE AUX NOTIONS-CLES DEJA EXPOSEES DANS LA FICHE CONSACREE AU PROCESSUS DU MEURTRE DE MASSE.

Restitutions/Réparations. Le terme "réparations" est utilisé pour la première fois dans les clauses du traité de Versailles de 1919. Il s'agit à l'origine de faire payer aux

pays vaincus considérés comme auteurs de guerre des indemnités aux pays victimes, à charge pour ces pays d'en répartir les sommes. Utilisé en faveur des victimes de la Shoah, le terme "réparations" est impropre. Comme le souligne Annette Wieviorka, "il faut le mettre entre guillemets, car il regroupe un ensemble de mesures d'indemnisation et de restitution de biens concernant des individus, des organismes et un Etat, Israël." (*L'Histoire*, n°254, mai 2001) Nous avons donc choisi, dans les chapitres ci-dessous, de tenter de distinguer d'une part les restitutions directes, aux victimes et à leurs descendants, de biens spoliés et, d'autre part, les réparations sous forme d'indemnités négociées entre Etats ou au sein d'un Etat.

Survivant. Aux Etats-Unis, la définition englobe toute personne juive ayant vécu dans un pays occupé par les nazis. Rejoignant les deux critères décisifs établis par Raul Hilberg (*Voir la bibliographie*), l'exposition aux risques et la profondeur des souffrances, Annette Wieviorka adopte une définition plus restreinte qui permet de mieux cerner l'objet d'histoire: Est survivant celui qui a survécu aux ghettos et aux camps.



Repères chronologiques

1944:

- Septembre: Maïdanek, camp d'extermination et de concentration près de Lublin en Pologne, est le premier camp libéré par l'Armée rouge.
- Novembre: le camp de concentration du Struthof-Natzwiller en Alsace est le premier camp de concentration libéré par les Américains.

1945:

- 27 janvier: L'Armée rouge découvre les camps d'Auschwitz.
- 15 avril: les Britanniques découvrent le charnier à ciel ouvert du camp de concentration de Bergen-Belsen où avaient afflué depuis janvier des milliers d'internés évacués des autres camps lors des "marches de la mort".
- 21 avril: Loi française ordonnant la restitution des biens spoliés par les mesures d'"aryanisation".
- 5 mai: Mauthausen en Autriche est le dernier camp de concentration libéré par les Alliés.
- Novembre: Début des procès de Nuremberg.

1948:

- Juin: Loi française ordonnant le dédommagement des victimes de la Shoah.

1952:

- 10 septembre: Accord du Luxembourg par lequel la RFA s'engage à verser des réparations.

1997:

- Mars: le Premier ministre Alain Juppé confie à Jean Mattéoli une mission d'étude sur la spoliation des Juifs de France.

- 15 juillet: discours du président Chirac reconnaissant la responsabilité de l'Etat français dans la Shoah, ainsi que sa "dette imprescriptible".



Déroulement précis du cours

MESURER L'IRREPARABLE: LE BILAN DE LA SHOAH

1. UN CATACLYSME DEMOGRAPHIQUE ET CULTUREL

1 LA CATASTROPHE HUMAINE

En dépit de la tentative forcenée des nazis de faire disparaître les traces de leurs crimes, un effort que prolongent actuellement les négationnistes, nous disposons de chiffres fiables au sujet du bilan des tués. Les nazis ont brûlé les archives des camps, rasé au sol les centres de mise à mort comme Belzec ou Treblinka, camouflé nombre de décès en morts naturelles. Des archives du Reich ont cependant été récupérées. En France, nous connaissons avec exactitude les noms des déportés juifs du camp de Drancy, grâce à la résistance des internés qui ont dissimulé des doubles des listes que les Allemands avaient détruites. En Pologne, au contraire de la France, les communautés juives ont disparu, sans que les noms de milliers d'habitants des villes et villages aient pu être préservés pour la postérité. Les historiens ont compté les victimes en additionnant les chiffres des déportations et massacres, les Einsatzgruppen tenant une comptabilité minutieuse de leurs crimes, mais aussi par la méthode soustractive, en retranchant le nombre des victimes, sur la base des recensements soviétiques antérieurs à 1941.

Au cours de la Shoah, la population juive mondiale a chuté d'un tiers, passant de près de 17 millions de personnes à environ 11 millions. Cette destruction a quasiment annihilé les communautés des marges de l'ancien Empire russe, en particulier la Pologne, les Pays-balts, l'Ukraine, tandis que dans les pays de l'Europe de l'Ouest, les Pays-Bas se distinguent par la disparition de plus de 80 % des Juifs. Un cas particulier, si l'on considère que ces pertes représentent 50% des Juifs vivant en Belgique et 25% de ceux vivant en France. **(Doc A)** Les historiens s'accordent aujourd'hui sur un chiffre d'au moins 6 millions de victimes. Déjà, le tribunal de Nuremberg proposait le chiffre de 5 700 000 morts. Plus des deux tiers de la population juive européenne ont été engloutis. Parmi eux, plus d'un million et demi d'enfants ont été assassinés.

On estime que la moitié des victimes, soit 3 millions, ont été assassinées dans les centres de mise à mort ou au cours des "marches de la mort". (Voir le vocabulaire du cours intitulé *Un processus rapide de meurtre de masse...*) Un tiers ont été fusillées, soit deux millions de personnes. L'exploration des sites de la "Shoah par balle" commencée en Ukraine sous la houlette de Patrick Desbois, se poursuit en Europe centrale, sur les traces des Einsatzgruppen, groupes mobiles de tuerie de la SS. Ceci explique aussi pourquoi le chiffre global de 5 100 000 morts qui avait été proposé par Raul Hilberg est constamment réévalué à la hausse. Enfin, 15 % des victimes de la Shoah, soit un million de personnes ont été assassinées dans les ghettos et dans les camps de concentration.

2 LA DESTRUCTION D'UNE CULTURE

Sur 9 millions de Juifs européens en 1939, on estime qu'environ 8 millions sont de culture ashkénaze. Les sépharades sont répartis dans les régions méridionales de l'Europe: en Grèce, la communauté de Salonique fut, en 1943, en quelques semaines, déportée à Auschwitz. En Roumanie, en Yougoslavie, à Vienne, les communautés

sépharades ont été éradiquées. Au contraire, en Bulgarie, grâce à des protestations officielles et à des protections, les Juifs soumis au travail forcé ont en grande partie échappé aux massacres (Doc A). Cependant, l'armée bulgare a livré aux Allemands les Juifs des régions annexées de Thrace et de Macédoine. En France, dans la vallée du Rhône et la région de Bayonne, les communautés sépharades ont été en partie exterminées, tandis que les Juifs du Maghreb étaient soumis à la législation de Vichy. Avec la destruction des communautés juives sépharades, c'est le cœur d'une culture portée par la langue judéo-espagnole, le ladino, qui est anéanti.

Sur 6 millions de victimes, 5 millions étaient yiddishophones. C'est toute une culture avec ses composantes littéraires, artistiques multiformes, mais aussi scientifiques qui a disparu au cours de l'extermination. C'est un patrimoine architectural qui a été englouti, par exemple lors de la destruction des synagogues, incendiées pendant la nuit de cristal de novembre 1938 dans le Reich. (Doc B) La destruction de ce patrimoine s'est poursuivie dès l'invasion de la Pologne en 1939, par la profanation systématique des objets du culte. Après la destruction du ghetto de Varsovie en 1943, les Allemands dynamitent la synagogue de la rue Tlomatka et détruisent dans le même temps le cimetière juif de Salonique dont les pierres tombales sont récupérées pour l'édification d'équipements collectifs. Parmi les rares édifices cultuels préservés, la synagogue de Prague ou celle d'Amsterdam. A Prague, en 1942, les Allemands font du musée de la synagogue Maïsel un lieu rassemblant des objets du culte ayant échappé à la destruction, sans que leur provenance géographique en Europe centrale soit assurément identifiée. Le pillage des œuvres d'art et des ouvrages anciens a été systématisé dans toute l'Europe par le commando d'Alfred Rosenberg, idéologue nazi, dans le but de constituer à Francfort un centre de formation idéologique au sujet des civilisations juives disparues.

3 UN BOULEVERSEMENT GEOPOLITIQUE

Avant la Seconde Guerre mondiale, l'Europe est le centre culturel et politique du judaïsme. En 1945, les Etats-Unis comptent environ la moitié de la population juive mondiale, ainsi que le plus grande partie de sa richesse. L'épicentre du judaïsme a basculé du "vieux monde" vers le "Nouveau monde".

La Shoah a touché des communautés juives d'Europe dont la natalité était déclinante, en Europe de l'Ouest, mais également en Pologne et en Union soviétique, une chute démographique constatée en Allemagne dès le début du XXème siècle, accompagnée d'un nombre croissant de mariages mixtes.

Ce déclin démographique s'est poursuivi en Europe et aux Etats-Unis après la Seconde Guerre mondiale, tandis que les Juifs vivant en minorités dans les pays musulmans se distinguaient par leur forte natalité.

2. UNE LENTE PRISE DE CONSCIENCE DE LA CATASTROPHE

2. 1 UN SORT SPECIFIQUE IGNORE OU PASSE SOUS SILENCE

Les Juifs ont lié leur sort à celui des Alliés qui n'ont jamais fait des installations de mise à mort des Juifs un objectif stratégique. Pour Raul Hilberg (voir bibliographie), "le monde juif européen n'avait pas d'alliés. A son heure la plus grave, le judaïsme européen fut seul, et cet abandon, lorsqu'ils en prirent conscience, plongea dans un état de choc les dirigeants juifs du monde entier." Les principales organisations juives des Etats-Unis regroupées en 1943 dans l'American Jewish Conference expriment une désillusion profonde. (Doc C) Cependant, le sauvetage ne fut pas plus une priorité absolue pour les grandes organisations juives américaines au cours de la guerre que pour les Alliés, tant le sort final des Juifs semblait suspendu aux buts de guerre qui étaient la capitulation des forces de l'Axe, ainsi qu'à la création d'un Etat juif. Quand il

fut employé pendant la guerre, le mot "holocauste" (avec un h minuscule) désignait presque toujours, aux Etats-Unis, la totalité des destructions opérées par l'Axe, et pas uniquement le sort des Juifs, ainsi que le remarque Peter Novick dans son ouvrage *L'Holocauste dans la vie américaine*. Il ajoute: "De fait, on constate la même marginalisation de l'Holocauste dans les consciences au sein de la Yichouv – la communauté juive de Palestine –, dont plus de la moitié des membres avaient quitté l'Europe depuis 1933."

La volonté majoritaire des survivants est de se fondre dans les sociétés des pays vainqueurs, de refuser l'esprit de vengeance massif à l'égard de l'Allemagne et, à partir de 1948, de reporter leur militantisme en faveur d'Israël.

2. 2 LES CAMPS D'EXTERMINATION OCCULTES

Les traces géographiques de la Shoah partiellement effacées. La libération des camps est le plus souvent le fruit du hasard et non un objectif militaire, à l'exception du camp de concentration de Dachau près de Munich, connu depuis les reportages d'avant-guerre comme un lieu de détention des opposants au nazisme. Les Américains et les Anglais libèrent les camps de concentration situés sur le territoire du Reich, tandis que l'Armée rouge de Staline envahit le territoire polonais et découvre les camps d'extermination où la Shoah a été perpétrée. Cependant, ces camps d'extermination ont dans l'ensemble été évacués, lors des "marches de la mort" en direction des camps de concentration comme Buchenwald et Bergen-Belsen.

Premier camp libéré par l'Armée rouge, celui de Majdanek, près de Lublin, camp de concentration et d'extermination, est, en novembre 1944, intact: les baraquements et les trois chambres à gaz n'ont pu être détruits par les nazis en fuite depuis juillet 1944. Sur 253 000 déportés exterminés à Majdanek, 118 000 étaient juifs. Au contraire, les centres de mise à mort de Treblinka, Belzec, Sobibor, Chelmno ont été rasés par les Allemands en 1943-1944. Le 27 janvier 1945, les Soviétiques ne trouvent que 7 000 survivants à Auschwitz où, avant leur départ, les SS ont fusillé 600 internés et tenté de dissimuler les traces de l'extermination des Juifs en dynamitant les crématoires.

Les Juifs absents. La libération des camps se fait dans l'improvisation, dans une situation d'urgence sanitaire en raison des ravages des épidémies, sans que le rapatriement soit prévu et organisé.

Au printemps 1945, l'extermination des Juifs fait irruption dans l'opinion, par le biais de la presse, de la radio et des actualités cinématographiques, de reportages et d'images qui affluent au fur et à mesure de la libération des camps. Aux Etats-Unis, la photographe américaine Margaret Bourke-White, dont le père est juif, montre les visages émaciés des survivants du camp de concentration de Buchenwald découvert par l'armée américaine en avril 1945, sans que le mot "juif" ne soit jamais prononcé.

(Doc D) Les Juifs ne représentent qu'environ un cinquième de ces rescapés libérés par les Alliés. La proportion des survivants est infime: sur 76 000 Juifs déportés de France, 2 500 sont revenus. L'équipe du grand cinéaste américain John Ford filme les montagnes de corps fauchés par le typhus dans le camp de concentration de Bergen-Belsen libéré au même moment par les Britanniques: 35 000 internés y sont morts des suites de la faim et du typhus depuis janvier. Ces images ne rendent pas compte de la Shoah.

2. 3 L'IMAGE DOMINANTE DU DEPORTE-RESISTANT

La représentation du déporté a subi une série d'évolutions rapides. En France, à partir de 1943, le terme de déportation est popularisé par la presse de la Résistance pour désigner les 640 000 Français réquisitionnés au titre du STO, le Service du travail obligatoire en faveur de l'effort de guerre allemand. En 1945, s'opère un retournement.

Les STO ne parviendront jamais à se faire reconnaître "déportés du travail". Seuls sont considérés déportés ceux qui ont subi l'expérience concentrationnaire.

Parmi eux, domine la figure du "déporté-résistant". En 1945, le ministère des Prisonniers et déportés d'Henri Frenay organise le rapatriement de près d'un million de prisonniers de guerre. Leur rapatriement est prioritaire. S'y ajoutent les déportés, appelés les "absents" dont les familles attendent le retour en se rendant, des semaines et des mois durant, dans le centre d'accueil de l'hôtel parisien Lutetia. Parmi eux, les résistants, otages et droits communs constituent 95 % des rescapés de la déportation. Sur 63 000, plus de la moitié ont en effet survécu et le sort des "déportés résistants" bouleverse l'opinion, tandis que le camp de concentration de Buchenwald en Allemagne devient l'emblème de leur souffrance. Il n'en va pas de même des Juifs. Bien qu'ayant constitué 54% des déportés de France, seulement 3% des 75 721 Juifs déportés ont survécu.

3. MEMOIRES ET REPARATIONS

3. 1 LES RESTITUTIONS DES BIENS VOLES AUX JUIFS

Une restitution précoce. En France, la restitution aux survivants ou à leurs descendants des biens spoliés par la politique dite d'"aryanisation" (*voir cours: La Shoah en France*) est précoce. Elle est ordonnée par la loi du 21 avril 1945. En juin 1948, une autre loi organise le dédommagement des victimes: 90 % des biens spoliés sont ainsi restitués et les victimes dédommagées.

En Allemagne, dans la zone d'occupation américaine notamment, la restitution est accomplie par le biais de la Jewish Successor Restitution Organisation (JSRO). Les bénéficiaires en sont deux grandes organisations juives: d'une part l'American Joint Distribution Committee, ou "Joint", qui est une grande organisation juive américaine philanthrope, d'autre part l'Agence juive, une organisation sioniste qui s'occupe notamment de l'émigration juive en Palestine.

Au contraire, dans les pays de l'ancien bloc de l'Est, la nationalisation des biens auparavant spoliés a empêché la mise en place d'une politique de restitution.

De la Mission Mattéoli à la Fondation pour la Mémoire de la Shoah. En 1997, précédant le discours du président Chirac reconnaissant la "dette imprescriptible de l'Etat français", en raison de sa complicité dans le génocide, la Mission d'étude sur la spoliation des Juifs de France est fondée par le Premier ministre Alain Juppé. Elle est confiée à Jean Matteoli, ancien déporté résistant, président du Conseil économique et social. Son rapport général rédigé en 2000 par Annette Wieviorka montre l'ampleur de la spoliation qui a touché tous les secteurs de l'économie, à l'exception du secteur primaire. 80 000 comptes bancaires ont été bloqués, 38 000 appartements vidés, plus de 100 000 objets d'art et des millions de livres pillés. Les restitutions effectuées à la Libération ont surtout bénéficié aux grandes entreprises, tandis que "les tailleurs, brocanteurs et petits commerçants ont été purement et simplement rayés des registres du commerce et des métiers." Enfin, les musées de France n'ont pas mené avec suffisamment de détermination la recherche en propriété concernant les œuvres et objets d'art qui leur ont été confiés.

Suivant une recommandation de la Mission Mattéoli, le Premier ministre Lionel Jospin crée, en 1999, une commission d'indemnisation des victimes de spoliations. A la demande de Serge Klarsfeld, président de l'association des Fils et filles des déportés juifs de France, une indemnité viagère est accordée en 2000 aux orphelins de la Shoah ou à ceux qui étaient mineurs lors de la déportation de leurs parents. Elle est étendue en 2004 à tous les orphelins, juifs et non juifs, dont les parents ont été victimes d'actes de barbarie durant la Seconde Guerre mondiale.

Fidèle à une autre recommandation de la Mission Mattéoli, Lionel Jospin crée en 2000 la Fondation pour la Mémoire de la Shoah (FMS) dont la dotation provient des dernières sommes en déshérence, soit environ 10 milliards d'euros. La vocation de la FMS est de soutenir des projets dans les domaines de l'histoire et des mémoires de la Shoah, de la pédagogie et de la solidarité. La Fondation est présidée par David de Rothschild. Simone Veil en est la présidente d'honneur et Serge Klarsfeld le vice-président.

3. 2 LES REPARATIONS

Les accords de Luxembourg. A partir de 1951, le chancelier de la République fédérale d'Allemagne, Konrad Adenauer, propose des réparations à l'Etat d'Israël. **(Doc E)** Ces propositions débouchent en septembre 1952 sur l'Accord de Luxembourg signé entre les deux pays et la *Conference on Jewish Material Claims against Germany*: la RFA s'engage à assumer ses obligations à l'égard des victimes juives des persécutions nazies en versant pour 3 milliards de marks de marchandises, de camions, de voitures, qui contribuent au démarrage économique d'Israël. Pour la première fois en droit international moderne, les victimes d'un génocide obtiennent des mesures d'indemnisations et de restitutions. Une mission commerciale israélienne installée à Cologne veille au respect des versements échelonnés qui permettent un essor de l'économie israélienne, en particulier au moment de la crise de Suez de 1956 au cours de laquelle les Etats-Unis appellent à un embargo occidental contre l'Etat hébreu. L'aboutissement de l'accord en 1965 permet l'établissement de relations diplomatiques entre la RFA et Israël.

Les conséquences des réparations. Parallèlement, la RFA a indemnisé chaque victime rescapée de la Shoah, par le biais de la *Claims conference*, sous forme de pensions versées sur la base d'un accord initial de 450 millions de marks. Jusqu'en 2007, l'Allemagne a ainsi versé 45 milliards d'euros en faveur des persécutés pour des raisons raciales.

Cependant, si ces accords sur les "réparations" allemandes constituent une étape déterminante du processus visant à rendre justice aux victimes et aux rescapés de la Shoah, leur impact sur la mémoire est indirect. Une partie de l'argent dévolu à la Claims a permis, par le biais de la Memorial Foundation for Jewish Culture, de construire à Paris le Mémorial du martyr juif inconnu et le Centre de documentation juive contemporaine. (*voir le cours "Les supports de la Mémoire de la Shoah"*)

En Allemagne, les accords de réparation enracinent la conviction d'avoir soldé le passé, entraînant son refoulement. Au sein des communautés juives, la Shoah n'est pas encore, à cette époque, constitutive de la mémoire collective, tant les récits des rescapés en sont exclus avant la rupture mémorielle radicale que constitue en 1961 le procès Eichmann. (*Voir le cours "Les procès contre les auteurs de crime contre l'humanité".*)

Le deuxième âge des réparations. Enfin, un deuxième âge des réparations s'est ouvert après la chute du mur de Berlin en novembre 1989, suivie de la réunification allemande, puisque la RDA avait refusé d'y souscrire. Emblématique de ces restitutions tardives, l'historien Georges Mosse qui, quelques mois avant sa mort en 1999, a reçu une fortune correspondant aux biens de ses parents situés à Berlin-Est. Ils avaient été propriétaires, avant 1933, d'un des plus grands empires de presse, comprenant le *Berliner Tageblatt*. George Mosse les a suivis dans leur émigration, a fait une carrière universitaire aux Etats-Unis et s'est imposé comme un spécialiste de la Première Guerre mondiale qu'il a lue comme une matrice des fascismes.

Aux Etats-Unis, les procédures de restitution des biens ont été engagées par Congrès juif mondial, menace de boycott à la clé pour les entreprises ou les banques qui ne

restitueraient pas les biens aux familles des victimes. Des demandes individuelles de restitution sont passées par la justice à travers la procédure "*class action*": le verdict s'étend ensuite à tous ceux qui se trouvent dans le cas des premiers plaignants. Au cours des années 1990, alimentée par le vocabulaire des négationnistes suintant l'antisémitisme, une campagne de presse a stigmatisé la "Shoah business", en prétendant que l'argent des réparations n'aurait profité essentiellement qu'à l'Etat d'Israël. Annette Wieviorka a montré que cet argent avait irrigué l'ensemble des communautés juives, permis à de nombreux descendants de survivre et que, au contraire de ce qui est souvent dit ou écrit, l'offre allemande a rencontré de vives résistances au sein même de l'Etat hébreu. (Doc E)



Repères culturels

(indiquez ici des lieux possibles de visite, musée, quartier, monument, en rapport avec le sujet)

Mémorial de la Shoah à Paris: <http://www.memorialdelashoah.org/>

Musée de la synagogue de Prague: <http://www.jewishmuseum.cz/>

Musée d'art et d'histoire du judaïsme à Paris: <http://www.mahj.org/fr/index.php>